

14 janvier 2024

Rima Hassan, la Palestine chevillée au cœur

La juriste franco-palestinienne de 31 ans a imposé une voix nouvelle dans les médias français, portant la colère désabusée de son peuple. Menacée de mort après ses prises de parole à la suite des attaques du Hamas du 7 octobre, elle a quitté la France pour la Syrie, où elle est née, et la Jordanie, où elle prépare un livre sur son engagement.

Par Benjamin **Barthe**, journaliste

Son irruption, il y a un an, dans le petit monde des intervenants sur le conflit israélo-palestinien ayant les faveurs des médias avait fait grand bruit. Ses deux participations à « C ce soir », l'émission de débat de France 5, les 30 janvier et 28 février 2023, avaient bousculé un exercice d'ordinaire très codifié. « *Au nom de quoi je ne pourrais pas revenir dans le village de mes grands-parents ?* », s'était exclamée la juriste franco-palestinienne Rima Hassan, 31 ans, petite-fille de Palestiniens chassés de leur terre à la création d'Israël, en 1948.

Face à des universitaires reconnus, parfois du double de son âge, la jeune femme avait brandi des mots peu entendus sur les plateaux télévisés, notamment celui d'« *apartheid* », le terme utilisé par les ONG de défense des droits humains pour décrire le régime d'oppression auquel les Palestiniens sont soumis. « *Il faut arrêter de nous mentir, il n'y aura pas d'Etat palestinien* », avait-elle martelé, en plaidant, à la place, pour la création d'un Etat binational.

Avec sa longue chevelure de jais et sa force tranquille, Rima Hassan a donné un visage à la colère des Palestiniens, à leur défiance croissante vis-à-vis de la solution à deux États, à leur rejet de la sémantique d'Oslo, ce processus de paix failli, qui a servi, à leurs yeux, de paravent à la perpétuation de l'occupation israélienne. En deux apparitions médiatiques, la présidente de l'Observatoire des camps de réfugiés, une ONG dont elle est la fondatrice, a été érigée dans les milieux propalestiniens au rang de « *nouvelle Leïla Shahid* », l'ex-déléguée générale de la Palestine en France, une oratrice de choc, longtemps prisée des médias parisiens.

Alors quand les bombes ont recommencé à pleuvoir sur Gaza, dans la foulée du massacre commis par les commandos du Hamas, le 7 octobre, on s'attendait à ce que Rima Hassan remonte au créneau. Mais après deux interventions dans *Mediapart* et *Blast*, qui lui ont valu une cascade de menaces de mort par SMS et messages vocaux (« *on va t'attraper salope, regarde bien derrière toi quand tu marches* », « *on va te violer et te brûler vive* »), la diplômée en droit international a pris la tangente.

Volonté de préserver sa liberté de parole

Elle n'a pas renouvelé son contrat avec la Cour nationale du droit d'asile, où elle travaillait depuis six ans. Elle a renoncé au poste qu'Amnesty International lui offrait, comme chargée de plaider sur les questions de migration, de peur que cette fonction restreigne sa liberté de parole sur la question palestinienne. Et elle a pris un billet d'avion. Direction la Syrie, plus précisément le camp de réfugiés palestiniens de Nayrab, près d'Alep, où elle est née et a vécu ses dix premières années.

« *Dans cette période horrible, j'ai ressenti le besoin d'être proche de mon peuple. On vit ce qui se passe à Gaza comme [une deuxième Nakba](#)* », dit-elle, en référence à l'exode forcé de sept cent cinquante mille Palestiniens en 1948, lors de la création d'Israël. Son départ constituait aussi un acte de protestation contre le climat qui prévalait alors sur la scène politico-médiatique française, marquée par les déclarations de « *soutien inconditionnel* » à Israël et les soupçons de sympathie

pro-Hamas, voire d'antisémitisme, auxquels s'exposaient alors ceux critiquant cette ligne, comme l'ancien premier ministre Dominique de Villepin.

« J'en veux à nos responsables politiques de n'avoir pas su créer des espaces d'empathie collective à l'égard des victimes des deux camps », déclare la trentenaire qui, dès le 7 octobre, a écrit sur son compte X (ex-Twitter) qu'il est *« moralement inacceptable de se réjouir de la mort de civils »*. *« Très vite, le système politico-médiatique nous a demandé de transformer notre empathie naturelle en un soutien à l'État d'Israël, poursuit-elle. Sur les plateaux télé, on en est même arrivé à se demander si une vie palestinienne vaut une vie israélienne. C'était lunaire. »*

Premier acte militant à 15 ans

Ce retour en Syrie, Rima Hassan l'a vécu comme une session de rattrapage. Car lorsqu'elle est arrivée en France, en 2002, dans le sillage de sa mère divorcée, installée comme cuisinière à Niort, la jeune fille a mis entre parenthèses son identité arabo-palestinienne. *« Il fallait survivre dans un nouvel environnement »,* raconte-t-elle. Le souvenir de son grand-père maternel, un communiste qui professait que *« le retour en Palestine ne se fera pas grâce aux armes, mais grâce aux études »*, l'incite à se concentrer sur l'apprentissage de la langue et des codes de son pays d'adoption.

Son premier acte militant, à l'âge de 15 ans, consiste à aller assister à une conférence sur le thème de la Palestine et du droit international à Poitiers. La découverte des conventions de Genève et des grandes résolutions de l'ONU constitue une révélation pour l'adolescente élevée dans un HLM tapissé de posters à la gloire de l'Intifada. *« C'est tellement plus simple de s'inscrire dans le champ du droit plutôt que dans celui de l'idéologie »,* confie-t-elle.

Dans la foulée, elle se plonge dans des lectures, notamment la *Lettre à un ami juif*, de l'écrivain franco-palestinien Ibrahim Souss (Seuil, 1988), vibrant appel à la reconnaissance mutuelle. *« J'ai pleuré tes morts, penche-toi sur les miens »,* implore l'auteur, qui revient alors de la visite d'un camp d'extermination nazi. Ce texte sur l'invisibilisation des Palestiniens éclaire la frustration qu'elle éprouve dans la relation avec son petit ami de l'époque, qui insiste pour la présenter comme *« syrienne »* à ses parents.

En 2010, elle obtient la nationalité française. C'est un tournant. Elle réserve aussitôt un billet d'avion pour Tel-Aviv, avec une association propalestinienne (EuroPalestine), dans l'espoir de découvrir enfin la terre de ses aïeux. Mais, à l'aéroport Charles-de-Gaulle, elle est empêchée d'embarquer avec quelques autres militants de culture arabe. *« Toute l'énergie que j'ai mobilisée depuis, c'est pour apaiser la colère que j'ai ressentie ce jour-là. »*

La « double peine » des Palestiniens de France

En Syrie, pays où elle n'a pas pu rentrer pendant dix ans, en raison de la guerre civile qui l'a ravagé, Rima Hassan a renoué avec son père, un ex-mécano de l'armée de l'air syrienne, resté dans le camp de Nayrab. Tout en bataillant sur les réseaux sociaux, elle s'est attelée à la rédaction d'un livre sur son cheminement et son combat contre la *« double peine »* infligée selon elle aux Palestiniens de France : *« On est des victimes et on doit chaque jour réexpliquer notre condition de victime à un monde qui est totalement sourd. »*

Bien que loin de Paris, l'experte en migrations, classée par le magazine *Forbes* parmi *« les quarante femmes d'exception qui ont marqué l'année 2023 »*, a été rattrapée par l'onde de choc du 7 octobre. Une grande marque française qu'elle conseillait sur les enjeux d'insertion des réfugiés a suspendu son contrat pour quelques mois. Le groupe redoutait que son activisme sur Internet parasite le prudent silence auquel il s'est astreint sur les événements en Israël et à Gaza.

Début décembre, après son séjour en Syrie et un passage au Liban, Rima Hassan a posé sa valise en Jordanie. En plus de son livre, elle planche sur une exposition de photos, des portraits de Palestiniens au visage masqué par un keffieh, qu'elle prend elle-même. Un jeu sur la dualité de ce morceau d'étoffe, vecteur autant d'affirmation que d'enfermement.

« Être réfugié, ça donne de la fierté, mais ça étouffe aussi, analyse-t-elle. Mes choix de vie ont été surdéterminés par cette identité. Je ne compte plus le nombre de soirées entre amis où j'ai été incapable de m'amuser tant mon esprit était accaparé par l'actualité. » Pour trouver l'inspiration, elle arpente les camps de réfugiés de la banlieue d'Amman, dans une quête entêtée de ses origines, une errance autour de la Palestine, le pays rêvé et interdit. Le retour en France n'est pas au programme. La relève de Leïla Shahid attendra.